

who became celebrities within the extreme elements of the Canadian firearm community by, first, refusing to follow Canada's gun laws, then by fighting efforts to prosecute them for several firearms offences after police discovered a small arsenal in a vault in the couple's basement.

There is perhaps a tendency by authors examining debates over guns to highlight the most extreme rhetoric—the views of survivalists, the National Rifle Association, or mass murderers—because the statements of such people and groups can strike non-gun owners as nonsensical or amusing, albeit darkly funny. Somerset admits being drawn to “the weird stuff,” (p. xvi) and that his book is “about ideas that kill people, about the palimpsest of untruth, half-truth, and wishful fabrication that Americans have piled up to paper over their inconvenient truths.” (p. xvi) Somerset offers plenty of over-the-top quotations to catch the reader's attention and drive his arguments. Such extreme rhetoric is easy to mock, which Somerset often does, although how representative such views are of average gun owners is unclear. Certainly not all gun owners oppose all firearm regulations. For example, Canadian hunters were instrumental in the introduction of gun safety courses, motivated by the substantial number of hunting accidents in the 1960s and 1970s. Another problem of employing the entertaining quotation is that it takes time away from considering underlying historical motivations for the modern opposition to gun control, which deserve even more attention than they receive in *Arms*.

Members of the public unfamiliar with the gun control debates in Canada and the United States will, I suspect, find Somerset's book enlightening and, often, entertaining. Academic historians will take issue with Somerset's heavy reliance on secondary sources, lack of citations, and over-the-top rhetorical style. Future historians, however, will find *Arms* interesting as a primary source—as an effort by one gun owner to respond to changing attitudes towards firearms and government regulatory efforts by calling out what he deems ridiculous, even hysterical, claims. He is a soldier in the ongoing war against the “weird stuff” and “gun nuts,” though, in the end, he doubts his provocative work, or any other, will change many minds: “No one is listening. No one is ready to hear even that he is not prepared to listen. In the land of ranting deaf men, the man with tinnitus grows slowly hoarse.” (p. 317)

Blake Brown  
Saint Mary's University

SWEENEY, Robert C.H. – *Why Did We Choose to Industrialize? Montreal, 1819-1849*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, 436 p.

Le plus récent ouvrage de l'historien Robert C.H. Sweeny a obtenu le prix Sir-John-A.-Macdonald de la Société historique du Canada en 2016, et le moins qu'on puisse dire est que cet honneur est bien mérité. *Why Did We Choose to*

*Industrialize ?* est non seulement un ouvrage ambitieux, engagé et exigeant, qui propose une contribution substantielle à l'historiographie, c'est aussi un livre qui défie avec grand succès les conventions de la discipline historique.

Sweeny y combine plusieurs trames parallèles : au fil des pages, le lecteur suit sur quatre décennies l'itinéraire professionnel de l'auteur, l'évolution de ses projets de recherche par rapport à celle, plus générale, des différentes historiographies dans lesquelles il s'inscrit, sans parler d'une réflexion plus large sur la pratique de l'histoire et le rapport de l'historien aux sources. Cet ensemble est mis au service d'un questionnement que résume bien le titre de l'ouvrage : pourquoi avons-nous choisi de nous industrialiser ? La question en tant que telle est provocante et peut paraître naïve, comme l'admet d'entrée de jeu l'auteur. Elle se veut une attaque en règle contre le néolibéralisme ambiant, qui naturalise trop facilement le processus d'industrialisation et ses différentes facettes. En posant cette question, Sweeny veut aussi remettre l'accent sur les choix faits par des acteurs historiques confrontés à des contextes bien particuliers. Son choix de Montréal comme cas d'étude s'inscrit bien dans cette logique : première ville coloniale à s'être industrialisée, elle présente un contexte à bien des égards unique, qu'il s'agisse de sa composition sur le plan démographique, des régimes légaux qui s'y croisent et s'y combinent ou des événements qui secouent la ville et sa région dans les années 1830.

Chacun des neuf chapitres est structuré autour d'un chantier de recherche de l'auteur, ou d'un questionnement d'ordre historiographique auquel il a été confronté dans le cadre de ses travaux. Ainsi, le premier traite des prémisses sur lesquelles s'est appuyée sa réflexion, et notamment sur deux idées : que la Grande-Bretagne ne devrait pas servir de cadre de référence unique pour comprendre le processus d'industrialisation ailleurs dans le monde ; que ce processus n'est pas linéaire. Le second chapitre porte sur l'impact du statut colonial du Bas-Canada à la fois sur son développement et sur l'historiographie qui en traite. Cela permet notamment à Sweeny de déconstruire (l'impérialisme de) la théorie des « staples » de Innis et de mettre l'accent sur la vie économique diversifiée du Montréal préindustriel. Il explore ce dynamisme plus en détail dans les deux chapitres suivants, qui traitent tour à tour du milieu des artisans et des marchands montréalais (chapitre trois), puis des relations entre la ville et son hinterland rural (chapitre quatre). Cela lui permet de démontrer la relative indépendance de l'économie montréalaise, mais également l'équilibre assez important qui existe dans les échanges entre la ville et sa campagne. Le cinquième chapitre de l'ouvrage nous amène à faire un détour du côté des pêcheries de Terre-Neuve, province où Sweeny enseigne, pour explorer les répercussions épistémologiques de ses réflexions jusque-là, notamment pour ce qui est des questions de causalité et d'agentivité. Le genre prend d'ailleurs ici une place notable, éclipsant en partie la classe en termes d'importance causale dans l'optique de Sweeny, un tournant qui se fait sentir dans le reste de l'ouvrage. Son sixième chapitre offre une analyse critique très poussée de sources centrales pour les historiens du Montréal des premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle : le « ordnance survey » de John Adams, les premiers annuaires de la ville préparés par Thomas Doige et le recensement mené par Jacques Viger. Chacune de ces

sources devient, aux yeux de l'auteur, un effort fait par son ou ses créateurs pour faire sens d'une ville en transformation et guider son développement dans une direction précise. Utilisant la métaphore du portrait cubiste dans son septième chapitre, Sweeney décrit une démarche qui, il l'espère, mènera à « a refutable, complex, contextualized, and potentially cumulative understanding of the past » (p. 316). Les deux derniers chapitres de l'ouvrage constituent en quelque sorte des projections de cette approche : dans le premier cas, pour étudier les transformations des modes de propriété foncière au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ; dans le second, pour mesurer et expliquer les différences observables entre la ville en voie d'industrialisation des années 1840 et celle des années 1880, où l'industrialisation est un état de fait.

Ce résumé des différents chapitres de l'ouvrage ne rend probablement pas bien compte de toute sa richesse historiographique. Les analyses de Sweeney et son retour sur les étapes de ses recherches lui permettent d'avancer des remises en question importantes, notamment pour ce qui est de la question de la causalité. Se méfiant des forces socioéconomiques aussi générales qu'anonymes, il s'appuie sur l'agentivité des acteurs et sur les contraintes avec lesquelles ils doivent composer. Il repose également sur l'idée que des changements intellectuels et culturels importants ont précédé – et rendu possibles – les transformations économiques liées à l'industrialisation, modifiant considérablement la chronologie habituelle associée à ce processus au Canada.

Ajoutons, à un tout autre niveau, le grand intérêt qu'il y a, sur le plan historiographique, à suivre les aspects plus concrets de la trajectoire professionnelle de l'auteur. Sweeney ne fait pas de secret des erreurs commises, des changements de cap effectués, des débats parfois vigoureux qui ont marqué ce parcours. Il nous permet également de suivre l'itinéraire d'un chercheur qui a très tôt eu recours à l'utilisation des outils liés à ce qu'on appelle aujourd'hui globalement les humanités numériques. Il en fait d'ailleurs très bon usage au fil de l'ouvrage.

La démarche de Sweeney m'est à bien des égards étrangère. Non seulement est-elle assez distante de moi sur le plan chronologique (je suis né au moment où l'auteur amorçait ses recherches), elle l'est également sur le plan historiographique (l'auteur me catégoriserait probablement comme un historien bourgeois). Malgré tout, j'ai lu l'ouvrage avec grand intérêt. En se demandant pourquoi nous nous sommes engagés sur la voie de l'industrialisation, Sweeney aborde sans compromis une grande question historiographique – en fait, vraisemblablement la plus importante de la période contemporaine – en s'appuyant sur plusieurs décennies de travaux revus à la lumière des développements subséquents de l'historiographie – qu'il maîtrise très bien d'ailleurs. Ces efforts permettent d'en arriver à une réflexion qui invite à la discussion et, à cet égard, je n'ai pas de difficultés à rejoindre Sweeney dans sa critique bien étayée du néolibéralisme, de son impact sur la recherche et le milieu universitaire, et sur la pertinence de l'histoire pour ouvrir des brèches dans ce discours en voie de devenir hégémonique.

Ajoutons finalement que l'ouvrage est extrêmement bien structuré, ce qui facilite considérablement sa lecture. Sweeney guide avec adresse son lecteur d'un chapitre à l'autre et a écrit une conclusion qui synthétise magnifiquement son

propos, malgré sa grande densité. Bref, il s'agit d'une démarche admirable, que l'on aimerait voir d'autres historiens entreprendre.

Harold Bérubé  
*Université de Sherbrooke*

TERNAT, François – *Partager le monde : Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*. Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015, 584 p.

Dans cet ouvrage novateur, François Ternat nous fait redécouvrir l'importance du Traité d'Aix-La-Chapelle (1748) ainsi que l'ensemble des négociations franco-britanniques (1748-1756) concernant le monde colonial. Marquant un jalon important de l'historiographie impériale moderne, *Partager le monde - Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)* présente une histoire globale de la diplomatie de la paix du point de vue des dirigeants métropolitains. Se basant sur une impressionnante collection d'archives provenant des deux côtés de la Manche, Ternat analyse le discours diplomatique des Lumières sur les enjeux coloniaux et commerciaux, de l'Amérique du Nord jusqu'aux Antilles, et de la frange atlantique de l'Afrique jusqu'aux Indes orientales. Suivant, dans un ordre chronologique, les débats ayant eu lieu à Paris et à Londres, Ternat prend soin d'approfondir certains thèmes et enjeux majeurs, permettant au lecteur d'en saisir la pleine ampleur.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première traite principalement de l'application du Traité d'Aix-La-Chapelle suite à la Guerre de Succession d'Autriche (1744-1748). Ternat démontre que le principe directeur de l'entente franco-britannique repose sur l'idée de restitution des conquêtes et celle du rétablissement des colonies au *statu quo ante bellum*, cette diplomatie de la réciprocité venant souder le « nouveau monde » au « monde européen » dans un jeu d'équilibre des puissances. Ainsi, il est jugé que l'abandon de prises continentales françaises telles que celle des Pays-Bas autrichiens valent bien le retour de prises coloniales britanniques telles que celles de Louisbourg et Fort Saint-Louis à Saint-Domingue. Selon l'auteur, de ces négociations découle un premier constat, soit que la France tient alors véritablement à la Nouvelle-France et que cela implique qu'elle consente à des sacrifices importants pour le retour de la forteresse de Louisbourg. Même son de cloche du côté britannique où la restitution de cette forteresse s'avère très impopulaire.

Mis à part ce calcul réaliste des intérêts de l'un et de l'autre, Ternat met en lumière une culture de la paix qui prend racine dans les leçons tirées de la longue Guerre de Succession d'Espagne (1701-1713). Plus précisément, il note que le Roi Louis XV et ses conseillers sont satisfaits d'une France aux frontières « complètes » et considèrent que cette dernière n'a nul besoin de nouveaux territoires continentaux qui risqueraient de lui attirer « la jalousie » de ses rivaux (p. 23-25). Il est donc hors de question pour Louis XV de répéter les erreurs expansionnistes de son